



RAPPORT DE GESTION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

POUR LES EXERCICES CLOS LES
31 DÉCEMBRE 2014 ET 2013

RAPPORT DE GESTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. (le « rapport de gestion »). Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et englobent l'ensemble de ses filiales d'exploitation indépendantes.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été approuvés par le comité d'audit et le conseil d'administration le 12 mars 2015. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants et les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, en comparaison de l'exercice clos le 31 décembre 2013. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 et les notes y afférentes.

Le rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Ces déclarations comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés, les prix de vente des produits, le coût des matières premières et les frais d'exploitation, les fluctuations des taux de change des devises et tout autre facteur auquel on réfère dans le présent document et dans les autres documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective contenues aux présentes afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada ») Partie I. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au www.sedar.com. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles sous la rubrique Investisseurs/Salle de presse du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones Inc. est un chef de file dans la production et la commercialisation de produits en bois traité sous pression. La Société fournit des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants de chemin de fer nord-américains, ainsi que des poteaux aux sociétés de services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunications à l'échelle du continent. Stella-Jones fournit également du bois d'œuvre à usage résidentiel et des services personnalisés aux détaillants et grossistes en vue d'applications extérieures, de même que

des produits industriels, notamment des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction, du bois pour les ponts et des produits à base de goudron de houille. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

En date du 31 décembre 2014, la Société exploite vingt-sept usines de traitement du bois, dix installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont situées dans cinq provinces canadiennes et seize états américains, et sont complétées par un vaste réseau de distribution à l'échelle nord-américaine. En date du 31 décembre 2014, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 1 535 employés.

Stella-Jones bénéficie de plusieurs atouts qui devraient contribuer à renforcer encore davantage le positionnement stratégique et l'avantage concurrentiel de la Société dans le secteur du traitement du bois. Notons, entre autres, la capacité de la Société à servir ses clients à partir de plusieurs usines, une situation financière solide qui permet à la Société de constituer des stocks de bois vert et de les faire sécher à l'air libre en prévision d'importants contrats à long terme, une source d'approvisionnement en bois stable et établie de longue date ainsi qu'un enregistrement pour la production et la vente de créosote, un produit de préservation du bois.

NOTRE MISSION

Stella-Jones a pour objectif de s'élever au rang de chef de file en matière de performance dans l'industrie de la préservation du bois et d'être un modèle de société responsable, intègre et respectueuse de l'environnement.

C'est en accordant la priorité à la satisfaction de la clientèle, à une gamme de produits de base et à des marchés clés, tout en misant sur sa capacité d'innover et d'optimiser ses ressources, que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail stimulant, sécuritaire et respectueux de l'individu et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ou « BAIIA »), le résultat d'exploitation et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés sur le résultat, sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois que ces mesures non conformes aux IFRS constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance.

Rapprochement du BAIIA et du résultat d'exploitation avec le résultat net	Périodes de trois mois closes les		Exercices clos les	
	31 déc. 2014	31 déc. 2013	31 déc. 2014	31 déc. 2013
(en millions de dollars)	\$	\$	\$	\$
Résultat net de la période	23,0	19,7	103,8	92,5
Plus :				
Charge d'impôts sur le résultat	7,1	6,9	38,9	35,3
Charges financières	3,8	2,9	13,0	10,9
Résultat d'exploitation	33,9	29,5	155,7	138,7
Dotation aux amortissements	5,8	4,2	20,6	16,3
BAIIA	39,7	33,7	176,3	155,0

PRINCIPALES RÉALISATIONS DE 2014

Stella-Jones a enregistré une solide performance au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014. La Société a poursuivi l'expansion de son réseau en réalisant une acquisition stratégique. Au chapitre des activités d'exploitation, Stella-Jones a enregistré des ventes et un résultat net records et affichait une situation financière saine à la clôture de l'exercice. La Société continuera à se concentrer sur l'exécution de sa stratégie d'exploitation axée sur l'expansion à l'échelle continentale dans ses marchés de base des traverses de chemin de fer et de poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en demeurant à l'affût d'occasions attrayantes dans d'autres marchés pour ses produits en bois traité.

Expansion du réseau

Le 22 mai 2014, la Société a complété l'acquisition, par l'entremise de ses filiales américaines en propriété exclusive, de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans les installations de traitement du bois de Boatrigh Railroad Products, Inc. (« Boatrigh ») situées à Montevallo et à Clanton, en Alabama. Ces installations fabriquent, vendent et distribuent des traverses de chemin de fer traitées à la créosote et aux borates, ainsi que des traverses d'aiguillage, des chevilles de traverses et des poutres de ponts, à l'industrie ferroviaire et ont été acquises pour des raisons de synergies.

La contrepartie transférée pour l'acquisition s'élève à environ 72,3 millions de dollars (66,2 millions de dollars US), excluant approximativement 753 000 \$ (690 000 \$ US) de frais liés à la transaction, comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ».

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, les ventes ont atteint 1 249,5 millions de dollars, en hausse de 23,6 % par rapport aux ventes de 1 011,3 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Les actifs acquis de The Pacific Wood Preserving Companies® (« PWP ») le 15 novembre 2013 ont contribué aux ventes à hauteur de 43,3 millions de dollars sur une période de dix mois et

demi, tandis que les installations de traitement du bois acquises de Boatrigh, le 22 mai 2014, ont engrangé des ventes de 33,4 millions de dollars. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, par rapport au dollar américain, a augmenté la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 59,2 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent. Si l'on exclut ces facteurs, les ventes ont progressé d'environ 102,3 millions de dollars, ou 10,1 %.

Le résultat d'exploitation annuel de Stella-Jones a atteint 155,7 millions de dollars, ou 12,5 % des ventes, en 2014. Il s'agit d'une progression de 12,3 % par rapport au résultat d'exploitation de 138,7 millions de dollars, ou 13,7 % des ventes, obtenu lors du précédent exercice. De ce fait, le résultat net pour l'exercice a progressé de 12,2 % pour atteindre 103,8 millions de dollars, soit 1,50 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un résultat net de 92,5 millions de dollars, ou 1,34 \$ par action, sur une base pleinement diluée, un an plus tôt. La Société a généré un rendement élevé des capitaux propres moyens de 16,4 % en 2014.

Stella-Jones a généré de robustes flux de trésorerie en 2014. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés sur le résultat, se sont élevés à 181,5 millions de dollars, en hausse de 13,0 % par rapport à 160,6 millions de dollars en 2013. Cette performance a permis à la Société de maintenir une situation financière saine et d'accroître le montant versé annuellement en dividendes pour une dixième année consécutive. Bien que l'acquisition de Boatrigh ait été en grande partie financée au moyen de la facilité de crédit renouvelable engagée existante de la Société, le ratio de la dette totale sur la capitalisation totale de Stella-Jones de 0,39:1 au 31 décembre 2014 est demeuré stable par rapport à celui affiché douze mois plus tôt.

DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES (exercices clos les 31 décembre)

Résultat	2014	2013	2012
(en millions de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$
Ventes	1 249,5	1 011,3	732,4
Résultat d'exploitation	155,7	138,7	109,6
Résultat net	103,8	92,5	73,1
Résultat de base par action ordinaire	1,51	1,35	1,14
Résultat dilué par action ordinaire	1,50	1,34	1,13

Situation financière	2014	2013	2012
(en millions de dollars)	\$	\$	\$
Actif courant	697,5	581,9	534,9
Actif total	1 287,5	1 071,9	955,9
Dette à long terme*	444,6	372,9	349,6
Passif total	595,2	499,7	487,1
Capitaux propres	692,3	572,2	468,8

* y compris la partie courante

INDICATEURS CLÉS DE RENDEMENT (exercices clos les 31 décembre)

	2014	2013	2012
Marge d'exploitation	12,5 %	13,7 %	15,0 %
Rendement sur les capitaux propres moyens	16,4 %	17,8 %	18,3 %
Ratio du fonds de roulement	8,46	8,97	5,94
Dette totale sur la capitalisation totale	0,39:1	0,39:1	0,44:1
Dette totale sur le BAIIA des douze derniers mois	2,52	2,41	3,02
Dividende par action	0,28 \$	0,20 \$	0,16 \$

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change applicables aux exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes.

\$ CA/\$ US	2014		2013	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,0949	1,1055	1,0079	1,0160
Deuxième trimestre	1,0952	1,0670	1,0201	1,0518
Troisième trimestre	1,0816	1,1200	1,0440	1,0303
Quatrième trimestre	1,1304	1,1601	1,0450	1,0636
Exercice financier	1,1005	1,1601	1,0292	1,0636

SURVOL DE L'INDUSTRIE

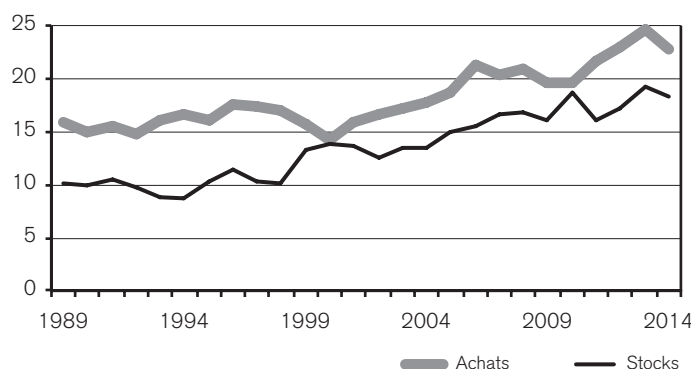
Traverses de chemin de fer

Comme le rapporte l'organisme *Railway Tie Association*, les achats de traverses de chemin de fer en 2014 se sont élevés à 22,9 millions de traverses. Bien qu'en légère baisse par rapport à 24,7 millions de traverses lors de l'année précédente, les achats de traverses de chemin de fer demeurent élevés par rapport aux normes historiques. Cette forte demande, jumelée à une diminution de la disponibilité des traverses non traitées, a fait en sorte que le ratio des stocks par rapport aux ventes s'établissait à 0,70:1 au 31 décembre 2014, en baisse par rapport à un ratio de 0,74:1 douze mois plus tôt, et un niveau inférieur au ratio moyen de 0,79:1 des dix dernières années.

Au cours de la dernière décennie, la volatilité des prix du carburant et la congestion constante sur les autoroutes ont incité de plus en plus les expéditeurs à privilégier le transport par rail, un mode de transport plus efficace sur le plan de la consommation de carburant, au détriment du camionnage. Ainsi, l'augmentation du volume de transport ferroviaire qui s'en est suivie, combinée au vieillissement de l'infrastructure, a engendré une hausse de la demande pour les produits et services liés à la modernisation et à l'expansion du réseau ferroviaire nord-américain, y compris les traverses de chemin de fer.

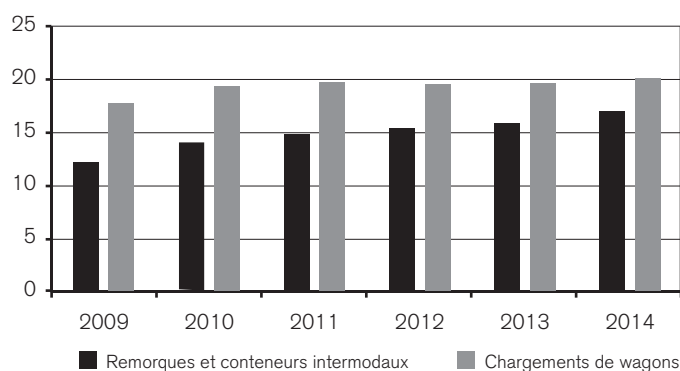
Selon les données publiées par l'*Association of American Railroads*, grâce à l'amélioration de l'économie, le trafic total sur les chemins de fer nord-américains a augmenté de 4,4 % en 2014. Alors que le nombre de remorques et de conteneurs intermodaux a progressé de 5,4 % par rapport aux niveaux de 2013, le volume des chargements de wagons a augmenté de 3,6 % en 2014, du fait de la hausse des expéditions de produits pétroliers et de grain, par rapport à l'année précédente.

ACHATS ET STOCKS DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER ANNUALISÉS (en millions de traverses)



Source : *Railway Tie Association*

FRET TRANSPORTÉ SUR LES CHEMINS DE FER NORD-AMÉRICAINS (en millions d'unités)



Source : *Association of American Railroads*

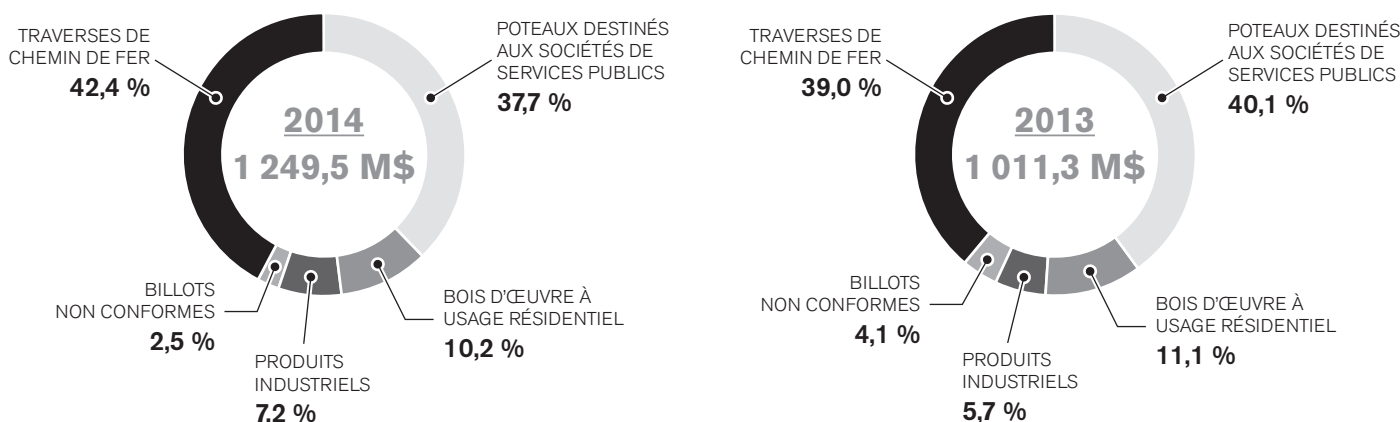
RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Ventes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, les ventes ont atteint 1 249,5 millions de dollars, en hausse de 23,6 %, par rapport aux ventes de 1 011,3 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Les éléments d'actif acquis de PWP le 15 novembre 2013 ont contribué aux ventes à hauteur de 43,3 millions de dollars sur une période de dix mois et demi, tandis que les installations de traitement du bois acquises de Boatright le 22 mai 2014 ont généré des ventes de 33,4 millions de dollars. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, par rapport au dollar américain, a augmenté la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 59,2 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Si l'on exclut ces facteurs, les ventes ont progressé d'environ 102,3 millions de dollars, ou 10,1 %.

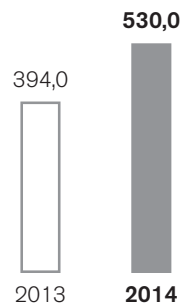
RÉPARTITION DES VENTES PAR CATÉGORIES DE PRODUITS

(% des ventes)



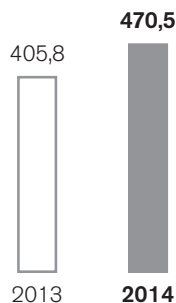
1 VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

(en millions de \$)



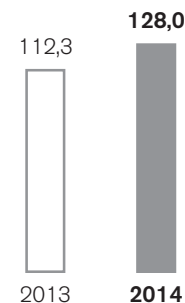
2 VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

(en millions de \$)



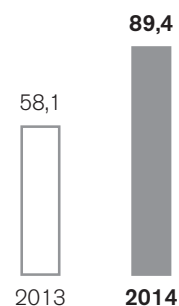
3 VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

(en millions de \$)



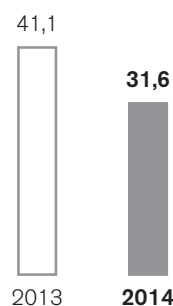
4 VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions de \$)



5 VENTES DE BILLOTS NON CONFORMES

(en millions de \$)



1. Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 530,0 millions de dollars pour l'exercice 2014, en hausse de 136,0 millions de dollars, soit 34,5 %, par rapport à celles de 394,0 millions de dollars réalisées en 2013. Si l'on exclut les ventes générées par les acquisitions et l'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté d'environ 71,2 millions de dollars, ou 18,1 %. En outre, après rajustement pour tenir compte d'un effet de calendrier défavorable d'environ 30,9 millions de dollars sur les ventes de traverses de chemin de fer du précédent exercice découlant de la transition d'un client, qui exploite des chemins de fer de catégorie 1, d'un programme de « services de traitement » du bois à un programme « *black tie* », les ventes d'un exercice sur l'autre ont augmenté de 40,3 millions de dollars, ou 10,2 %. Cette progression reflète la forte demande du marché engendrée par les programmes de remplacement de traverses ainsi que l'augmentation des prix de vente. Lorsqu'un client ne retient que les « services de traitement » du bois de la Société, le client fournit le bois à l'état brut et Stella-Jones fournit le service de transformation de la matière première en produit fini. En vertu d'un programme « *black tie* », le client n'est pas impliqué dans le processus et achète plutôt de Stella-Jones un produit fini. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 42,4 % des ventes totales de la Société en 2014.

2. Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont atteint 470,5 millions de dollars en 2014, en hausse de 64,7 millions de dollars, ou 15,9 %, par rapport aux ventes de 405,8 millions de dollars réalisées en 2013. Si l'on exclut les ventes générées par les acquisitions et l'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, les ventes ont progressé d'environ 17,0 millions de dollars, ou 4,0 %.

Cette hausse reflète la demande soutenue générée par les programmes de remplacement de poteaux de distribution et par les projets spéciaux nécessitant des poteaux de transmission. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 37,7 % des ventes globales de la Société en 2014.

3. Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont totalisé 128,0 millions de dollars en 2014, en hausse par rapport aux ventes de 112,3 millions de dollars réalisées en 2013. Cette progression de 15,7 millions de dollars, ou 14,0 %, traduit essentiellement la vigueur de la demande dans l'ouest du Canada et aux États-Unis attribuable à l'amélioration générale de l'économie nord-américaine. Le bois d'œuvre à usage résidentiel a représenté 10,2 % des ventes de Stella-Jones en 2014.

4. Produits industriels

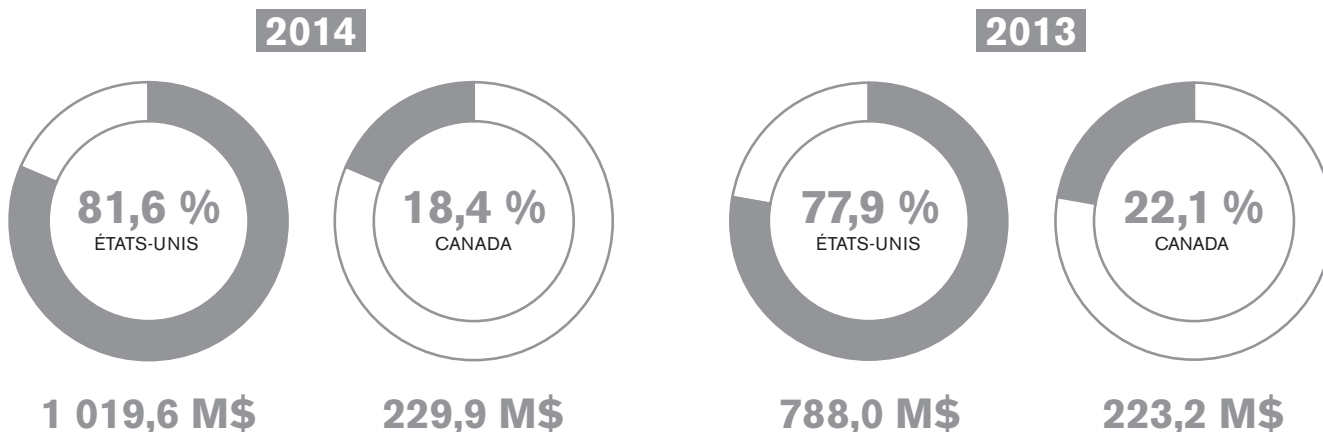
Les ventes de produits industriels se sont élevées à 89,4 millions de dollars au cours de l'exercice 2014, comparativement à 58,1 millions de dollars en 2013. Cette progression est principalement attribuable à la contribution des actifs acquis de PWP et Boatright, de même qu'à un accroissement des ventes de produits industriels destinés au secteur ferroviaire. Les produits industriels ont représenté 7,2 % des ventes en 2014.

5. Billots non conformes

Les ventes de billots non conformes se sont chiffrées à 31,6 millions de dollars en 2014, en baisse par rapport à celles de 41,1 millions de dollars réalisées en 2013. Cette variation est attribuable à la planification des activités de récolte du bois d'œuvre. Les ventes de billots non conformes ont représenté 2,5 % des ventes de la Société en 2014.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES VENTES

(% des ventes)



Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 1 019,6 millions de dollars, ou 81,6 % des ventes, en 2014, ce qui représente une augmentation de 231,6 millions de dollars, ou 29,4 %, par rapport à 2013. Cette hausse, par rapport à l'exercice précédent, découle principalement d'une contribution additionnelle totale de 76,7 millions de dollars des actifs acquis de PWP et Boatrigh, d'une augmentation de 59,2 millions de dollars reliés au taux plus élevé utilisé pour convertir les ventes libellées en dollars américains, ainsi que d'un accroissement de la demande de l'industrie pour les produits en bois traité de la Société.

Les ventes sur le marché canadien ont augmenté de 6,7 millions de dollars, ou 3,0 %, pour atteindre 229,9 millions de dollars en 2014, soit 18,4 % des ventes totales de Stella-Jones. La variation est attribuable à une progression des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel dans l'ouest du Canada ainsi qu'à une augmentation des ventes de traverses de chemin de fer résultant d'une hausse des prix de vente. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par un recul des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics attribuable essentiellement à l'évolution du calendrier des commandes d'un exercice sur l'autre.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, s'est élevé à 1 025,3 millions de dollars, ou 82,1 % des ventes, en 2014. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 814,0 millions de dollars, ou 80,5 % des ventes, en 2013. Cette augmentation, en dollars absolus, est essentiellement attribuable à un accroissement du niveau d'activité commerciale, l'ajout des actifs acquis de PWP et Boatrigh ainsi qu'à une augmentation du taux moyen utilisé pour convertir les coûts libellés en dollars américains. Exprimée en pourcentage des ventes, l'augmentation résulte principalement d'une hausse des coûts des traverses de chemin de fer non traitées sur douze mois. Ce facteur a été en partie contrebalancé par un accroissement de la productivité dans l'ensemble du réseau d'usines de la Société.

Bien que par rapport au précédent exercice le bénéfice brut des deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2014 ait subi l'impact négatif de l'augmentation du coût des traverses de chemin de fer non traitées, la Société a été en mesure d'ajuster ses prix de vente, comme le permettent la plupart de ses contrats pluriannuels, de sorte que le bénéfice brut en pourcentage des ventes s'est amélioré de manière continue au cours de ces trimestres.

La dotation aux amortissements a totalisé 20,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, contre 16,3 millions de dollars un an plus tôt. L'augmentation est principalement attribuable à la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de PWP et Boatrigh.

En conséquence, le bénéfice brut s'est établi à 224,2 millions de dollars, ou 17,9 % des ventes, en 2014, en hausse par rapport à 197,3 millions de dollars, ou 19,5 % de ventes, en 2013.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 69,1 millions de dollars en 2014, soit 5,5 % des ventes, comparativement à des frais de 57,2 millions de dollars, ou 5,7 % des ventes, en 2013. Cette variation en termes monétaires, est principalement attribuable à une hausse de 2,4 millions de dollars de la charge de rémunération fondée sur des actions à la suite de l'appréciation du cours de l'action de la Société sur le TSX, à une augmentation de la charge liée au régime de participation aux résultats de 1,9 millions de dollars, à certaines provisions pour indemnités de départ de 1,5 millions de dollars ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises. Enfin, les frais de vente et d'administration engagés cette année comprennent également des frais d'acquisition d'environ 753 000 \$ directement liés à l'achat de Boatrigh, tandis que lors du précédent exercice, les frais de vente et d'administration comprenaient des frais d'acquisition d'environ 1,2 million de dollars directement liés à l'acquisition de PWP.

Autres pertes (gains), montant net

Le montant net de 643 000 \$ des autres gains réalisés par Stella-Jones pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 englobe un gain de 5,7 millions de dollars constaté sur la vente d'une licence forestière et un renversement de provisions environnementales de 3,9 millions de dollars, de même qu'un gain sur conversion de devises de 1,3 million de dollars. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par des pertes sur cession d'actifs à long terme de 5,5 millions de dollars, dont 2,4 millions de dollars en lien avec l'usine de Warrior, en Alabama, et par des frais de fermeture d'usine de 2,2 millions de dollars. En 2013, le montant net de 1,5 million de dollars des autres pertes subies comprenait une perte sur cession d'actifs de 2,8 millions de dollars, en partie contrebalancée par un gain de 660 000 \$ réalisé sur la vente de certains actifs liés aux activités de recyclage des traverses et par un gain de change de 707 000 \$.

Le risque de la Société lié aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations des devises découle des opérations de vente et d'achat en dollars américains effectuées par ses installations canadiennes et de la dette à long terme libellée en dollars américains détenue par ses entreprises canadiennes. Stella-Jones U.S. Holding Corporation (« SJ Holding »), la filiale américaine en propriété exclusive de la Société, est un établissement étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la Société et les gains et pertes de change sur conversion de ses états financiers sont reportés aux capitaux propres. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées à partir d'établissements canadiens. Ses opérations de couverture de base consistent en des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains et l'achat de certains biens et services en dollars américains. La Société pourrait également avoir recours à des contrats de change à terme pour l'achat de dollars américains dans le cadre des achats importants de biens et services qui ne sont pas naturellement couverts.

Charges financières

Les charges financières pour l'exercice 2014 se sont élevées à 13,0 millions de dollars, en hausse par rapport aux 10,9 millions de dollars engagés en 2013. L'augmentation des charges financières est attribuable à une hausse des emprunts moyens sur douze mois par suite des acquisitions de PWP et Boatright, qui comprend un montant de 1,3 million de dollars lié à la désactualisation des intérêts sur les justes valeurs de la dette, comparativement à un montant de 492 000 \$ en 2013.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Stella-Jones a généré un résultat avant impôts de 142,7 millions de dollars, soit 11,4 % des ventes, en 2014. Il s'agit d'une augmentation de 11,7 % par rapport au résultat avant impôts de 127,8 millions de dollars, ou 12,6 % des ventes, réalisé en 2013.

La charge d'impôts sur le résultat de Stella-Jones a totalisé 38,9 millions de dollars en 2014, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 27,2 %. En 2013, la charge d'impôts sur le résultat s'était établie à 35,3 millions de dollars, ce qui équivalait à un taux d'imposition effectif de 27,6 %. La légère baisse du taux d'imposition effectif pour 2014 est attribuable principalement à une déduction, à des fins fiscales canadiennes, de dividendes reçus d'une société apparentée.

Résultat net

Le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 a atteint 103,8 millions de dollars, soit 1,50 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à un résultat net de 92,5 millions de dollars, ou 1,34 \$ par action, sur une base pleinement diluée, lors de l'exercice 2013. Il s'agit d'une hausse du résultat net de 12,2 % par rapport à l'exercice précédent.

ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 22 mai 2014, la Société a complété l'acquisition, par l'entremise de ses filiales américaines en propriété exclusive, de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans les installations de traitement du bois de Boatright situées à Montevallo et à Clanton, en Alabama. Ces installations fabriquent, vendent et distribuent des traverses de chemin de fer traitées à la créosote et aux borates, ainsi que des traverses d'aiguillage, des chevilles de traverses et des poutres de ponts, à l'industrie ferroviaire et ont été acquises pour des raisons de synergies.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 58,8 millions de dollars (53,9 millions de dollars US), excluant approximativement 753 000 \$ (690 000 \$ US) de frais liés à la transaction, comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ».

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge présentée, ci-après, est provisoire et basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ces états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être finalisée dans les 12 mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux montants des immobilisations incorporelles, du goodwill et des impôts différés.

Le tableau suivant présente les éléments d'actif acquis, les passifs pris en charge et la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Initialement, la transaction a été effectuée en dollars américains et convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

(les données tabulaires sont présentées en milliers de dollars)		\$
Éléments d'actif acquis		
Stocks		9 718
Immobilisations corporelles		22 527
Relations clients		17 486
Carnet de commandes clients		1 463
Goodwill		23 316
Actifs d'impôt différé		935
		75 445
Éléments de passifs pris en charge		
Comptes créditeurs et charges à payer		160
Provision pour restauration de sites		3 029
Total des actifs nets acquis et des passifs pris en charge		72 256
Contrepartie transférée		
Trésorerie		58 830
Billet à payer non garanti		13 426
Contrepartie transférée		72 256

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier les relations clients et le carnet de commandes clients. Les durées d'utilité attribuées sont de 20 ans pour les relations clients et de 6 mois pour le carnet de commandes clients. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'un exercice sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est amortissable et déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'accroissement du réseau de distribution, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Afin d'effectuer le test de la dépréciation, le goodwill est attribué à des unités génératrices de trésorerie, qui sont définies comme étant soit les usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics ou les usines spécialisées dans le traitement des traverses de chemin de fer. Dans le cas de l'acquisition de Boatright, le goodwill a été attribué aux usines spécialisées dans le traitement des traverses de chemin de fer.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante, qui a été augmentée de 400,0 millions de dollars à 450,0 millions de dollars le 12 mai 2014, et d'un billet à payer non garanti de 15,5 millions de dollars (14,2 millions de dollars US), portant intérêt au taux de 1,93 % et remboursable en cinq versements égaux sur une période de cinq ans. Le billet à payer non garanti a été évalué à une juste valeur de 13,4 millions de dollars (12,3 millions de dollars US), en utilisant un taux d'intérêt de 7,0 %.

ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 3 mars 2015, la Société et SJ Holding, en qualité d'emprunteurs, ont conclu une entente en vue de modifier et mettre à jour, dans son intégralité, leur facilité de crédit renouvelable existante datée du 21 novembre 2012. Cette quatrième entente mise à jour et modifiée rend disponible une facilité de crédit renouvelable engagée d'un montant de 450,0 millions de dollars US (précédemment 450,0 millions de dollars) comportant des conditions similaires à la troisième entente modifiée et mise à jour. La date d'échéance du 13 décembre 2018 demeure inchangée.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de traverses de chemin de fer, de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre à usage industriel sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité et, par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés.

En 2014, les revenus et le résultat net de la Société ont enregistré une croissance au cours de tous les trimestres par rapport à l'exercice précédent, grâce à une forte demande pour ses principaux produits et à l'apport des actifs acquis de PWP et Boatright. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société, y compris le dernier exercice complet :

	2014				
Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	257,5	344,8	357,3	289,9	1 249,5
Résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹	39,1	46,2	51,3	39,7	176,3
Résultat d'exploitation ¹	34,7	41,6	45,5	33,9	155,7
Résultat net de la période	22,5	28,8	29,5	23,0	103,8
Résultat par action ordinaire					
De base	0,33	0,42	0,43	0,33	1,51
Dilué	0,33	0,42	0,43	0,33	1,50

	2013				
Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	222,6	280,9	285,3	222,5	1 011,3
Résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹	33,9	44,9	42,5	33,7	155,0
Résultat d'exploitation ¹	29,7	41,0	38,6	29,5	138,7
Résultat net de la période	18,8	26,4	27,7	19,7	92,5
Résultat par action ordinaire					
De base	0,27	0,38	0,40	0,29	1,35
Dilué	0,27	0,38	0,40	0,29	1,34

¹ Le résultat d'exploitation et le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'elles constituent des informations utiles aux fins de comparaison avec d'autres entreprises de son secteur d'activité, puisqu'elles présentent des résultats financiers en rapport avec les pratiques de l'industrie, sans tenir compte des charges hors caisse ni des structures de capitaux. Le résultat d'exploitation et le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles peuvent facilement être conciliés avec le résultat net présenté aux états financiers consolidés établis selon les IFRS, puisqu'il n'y a pas d'ajustement en raison d'éléments inhabituels ou non récurrents.

Note : En raison de l'arrondissement des montants, la somme des données trimestrielles peut s'avérer légèrement différente du total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

Résultats du quatrième trimestre

Les ventes se sont élevées à 289,9 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2014, en hausse de 30,3 % par rapport aux ventes de 222,5 millions de dollars réalisées lors de la même période en 2013. Cette progression est attribuable aux ventes de 17,7 millions de dollars générées par les actifs de Boatrigh et de l'apport de 7,0 millions de dollars des actifs acquis de PWP pendant une période additionnelle de 45 jours. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain a augmenté la valeur des ventes libellées en dollars américains de 16,1 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Si l'on exclut ces facteurs, les ventes ont augmenté d'environ 26,6 millions de dollars, ou 12,0 %.

Les ventes de traverses de chemin de fer ont atteint 131,1 millions de dollars en 2014, contre 78,3 millions de dollars lors du précédent exercice. Si l'on exclut les ventes générées par les acquisitions et l'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 27,1 millions de dollars, ou 34,7 %. En outre, après rajustement pour tenir compte d'un effet de calendrier défavorable d'environ 13,4 millions de dollars sur les ventes de traverses de chemin de fer du précédent exercice découlant de la transition d'un client, qui exploite des chemins de fer de catégorie 1, d'un programme de « services de traitement » du bois à un programme « *black tie* », les ventes d'un exercice sur l'autre ont augmenté de 13,7 millions de dollars, ou 17,5 % en raison d'une forte demande du marché ainsi que de l'augmentation des prix de vente. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont progressé de 6,7 millions de dollars, soit 6,2 %, pour s'établir à 113,8 millions de dollars. Si l'on exclut les ventes générées par les acquisitions et l'effet de conversion résultant des fluctuations des devises, les ventes ont fléchi d'environ 4,1 millions de dollars en raison d'écart temporels sur douze mois pour certaines commandes. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont atteint 17,9 millions de dollars, en hausse par rapport à 13,8 millions de dollars l'an dernier, ce qui traduit la vigueur de la demande dans la plupart des marchés de la Société. Les ventes de produits industriels se sont élevées à 18,7 millions de dollars, en hausse par rapport à 12,7 millions de dollars un an auparavant, en raison des acquisitions et d'une augmentation des ventes de produits destinés au secteur ferroviaire. Enfin, les ventes de billots non conformes se sont chiffrées à 8,4 millions de dollars, en baisse par rapport à celles de 10,6 millions de dollars réalisées lors du précédent exercice en raison de la planification des activités de récolte du bois d'œuvre.

Le bénéfice brut s'est établi à 51,4 millions de dollars, soit 17,7 % des ventes, au quatrième trimestre de 2014, contre 43,2 millions de dollars, ou 19,4 % des ventes, au quatrième trimestre de 2013. Cette augmentation en dollars absolus reflète l'accroissement du niveau d'activité commerciale, la contribution de Boatrigh pendant toute la période et l'apport de PWP durant une période additionnelle de 45 jours, de même qu'une augmentation du taux moyen utilisé pour convertir les coûts libellés en dollars américains. Exprimé en pourcentage des ventes, le recul du bénéfice brut est principalement attribuable à une composition des ventes moins avantageuse par rapport à l'exercice précédent en vertu de laquelle les traverses de chemin de fer ont représenté une proportion plus importante en 2014. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par un accroissement de la productivité dans l'ensemble du réseau d'usines de la Société.

Bien que la hausse des coûts des traverses de chemin de fer non traitées exerce toujours un impact négatif sur le bénéfice brut par rapport à l'exercice précédent, la Société a continué d'ajuster ses prix de vente, comme le permettent la plupart de ses contrats pluriannuels, ce qui a donné lieu à une amélioration du bénéfice brut exprimé en pourcentage des ventes au quatrième trimestre, comparativement au trimestre précédent.

Compte tenu des facteurs qui ont influé sur le bénéfice brut, le résultat d'exploitation s'est établi à 33,9 millions de dollars, soit 11,7 % des ventes, au quatrième trimestre de l'exercice 2014, contre 29,5 millions de dollars, ou 13,3 % des ventes, au quatrième trimestre de 2013. Le résultat net de la période a atteint 23,0 millions de dollars, soit 0,33 \$ par action, sur une base pleinement diluée, comparativement à 19,7 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action, sur une base pleinement diluée, lors de l'exercice précédent. Cela représente une hausse du résultat net de 16,6 % d'un exercice sur l'autre.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Actif

Au 31 décembre 2014, le total de l'actif atteignait 1 287,5 millions de dollars, en hausse par rapport à 1 071,9 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition de Boatrigh et à l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur des éléments d'actif détenus aux États-Unis.

L'actif courant s'élevait à 697,5 millions de dollars au 31 décembre 2014 comparativement à 581,9 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette variation est principalement attribuable à l'augmentation des stocks et des débiteurs associés à l'acquisition de Boatrigh et à l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur des éléments d'actif courant détenus aux États-Unis.

La valeur des débiteurs se chiffrait à 127,5 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 108,0 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette augmentation reflète essentiellement l'ajout des débiteurs de Boatrigh, une hausse du niveau d'activité commerciale au quatrième trimestre de 2014 par rapport au précédent exercice ainsi que l'incidence de la conversion de la devise locale sur les débiteurs libellés en dollars américains.

La valeur des stocks atteignait 547,2 millions de dollars au 31 décembre 2014, en hausse comparativement à 458,6 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'ajout des stocks de Boatrigh et à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les stocks détenus aux États-Unis.

En raison des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente ne soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement. Toutefois, les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec certains clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer ses besoins en stocks. La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que sa facilité de crédit disponible sont suffisants pour lui permettre de faire face à ses besoins en fonds de roulement dans l'avenir prévisible.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 281,6 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 234,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition de Boatrigh (22,5 millions de dollars), aux achats d'immobilisations corporelles pour l'exercice (24,9 millions de dollars) et à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les immobilisations corporelles détenues aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la dotation aux amortissements (9,7 millions de dollars) et la cession d'actifs (5,9 millions de dollars).

La valeur des immobilisations incorporelles atteignait 110,3 millions de dollars au 31 décembre 2014. Les immobilisations incorporelles comprennent les relations clients, la valeur actualisée des ententes de non-concurrence, l'enregistrement de la créosote, les droits de coupe et le bois sur pied. Au

31 décembre 2013, la valeur des immobilisations incorporelles se chiffrait à 94,0 millions de dollars. L'augmentation sur douze mois découle principalement de l'acquisition de Boatright (18,9 millions de dollars) et de l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur des immobilisations incorporelles libellées en dollars américains, en partie contrebalancées par une dotation aux amortissements de 10,9 millions de dollars pour 2014.

Au 31 décembre 2014, la valeur du goodwill s'élevait à 195,0 millions de dollars, en hausse comparativement à 156,2 millions de dollars un an plus tôt. Cette augmentation du goodwill reflète l'acquisition de Boatright (23,3 millions de dollars) ainsi que l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur du goodwill libellé en dollars américains.

Passif

Au 31 décembre 2014, le total du passif de Stella-Jones atteignait 595,2 millions de dollars, en hausse par rapport à 499,7 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette variation reflète des augmentations du passif courant et de la dette à long terme, comme il est expliqué plus bas, ainsi que l'incidence de la conversion de la devise locale sur le passif libellé en dollars américains.

La valeur du passif courant s'établissait à 82,4 millions de dollars au 31 décembre 2014, en hausse par rapport à 64,9 millions de dollars un an plus tôt. Cette variation est essentiellement attribuable à une augmentation de 11,7 millions de dollars des comptes créditeurs et charges à payer résultant d'une hausse du niveau d'activité commerciale et à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les comptes créditeurs et charges à payer libellés en dollars américains. En outre, les parties courantes des provisions et autres passifs non courants ainsi que de la dette à long terme, ont augmenté de 3,9 millions de dollars et 3,0 millions de dollars, respectivement.

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, s'élevait à 444,6 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 372,9 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette augmentation traduit essentiellement une hausse des emprunts à la suite de l'acquisition de Boatright, un accroissement des besoins en fonds de roulement découlant d'une augmentation du niveau d'activité commerciale ainsi que l'incidence de la conversion de la devise locale sur la dette à long terme libellée en dollars américains. Au 31 décembre 2014, un montant de 64,3 millions de dollars était disponible en vertu de la facilité de crédit renouvelable engagée de 450,0 millions de dollars de la Société.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 692,3 millions de dollars au 31 décembre 2014, comparativement à 572,2 millions de dollars au 31 décembre 2013. Cette hausse est principalement attribuable au résultat net de 103,8 millions de dollars dégagé au cours de l'exercice et à une variation favorable de 35,5 millions de dollars de la valeur du cumul des autres éléments du résultat global. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des versements de dividendes sur les actions ordinaires totalisant 19,3 millions de dollars. La valeur comptable s'élevait à 10,04 \$ par action ordinaire au 31 décembre 2014, en hausse par rapport à 8,33 \$ par action au 31 décembre 2013.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (exercices clos les 31 décembre)

	2014	2013
(en millions de dollars)	\$	\$
Activités d'exploitation	76,9	104,2
Activités de financement	5,1	(33,8)
Activités d'investissement	(85,2)	(81,2)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(3,2)	(10,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début	3,2	14,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture	–	3,2

Les activités, acquisitions et dépenses en immobilisations corporelles de la Société sont principalement financées par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, par la dette à long terme ainsi que par l'émission d'actions ordinaires. La facilité de crédit renouvelable engagée de la Société est mise à sa disposition pour une durée de cinq ans et est, par conséquent, classée comme dette à long terme.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts payés sur le résultat, se sont élevés à 181,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, en hausse de 13,0 % par rapport à 160,6 millions de dollars pour l'exercice 2013. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du résultat net pour l'exercice.

Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 52,5 millions de dollars en 2014. Cette situation s'explique principalement par des augmentations de 5,8 millions de dollars et 48,2 millions de dollars des débiteurs et des stocks, respectivement. En 2013, les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie avaient réduit les liquidités de 24,3 millions de dollars, en raison principalement d'une augmentation des stocks de 8,4 millions de dollars et d'une baisse de 10,4 millions de dollars des comptes créditeurs et charges à payer.

Les intérêts versés et les impôts payés sur le résultat ont réduit encore davantage les liquidités de 14,9 millions de dollars et 37,1 millions de dollars, respectivement, en 2014, contre 9,1 millions de dollars et 23,1 millions de dollars, respectivement, un an auparavant. L'augmentation des intérêts versés est principalement attribuable à une hausse des emprunts sur douze mois, tandis que la hausse des impôts payés sur le résultat reflète une augmentation du solde des impôts payés d'avance au 31 décembre 2014 et le paiement d'un solde d'impôts sur le résultat à payer au 31 décembre 2013.

En conséquence, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 76,9 millions de dollars en 2014, contre 104,2 millions de dollars en 2013.

Les activités de financement, pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, ont généré des liquidités de 5,1 millions de dollars. Cette génération de liquidités s'explique principalement par une augmentation nette de 23,2 millions de dollars de la dette à long terme, essentiellement pour financer l'acquisition de Boairight, en partie contrebalancée par le versement de dividendes sur les actions ordinaires d'un montant total de 19,3 millions de dollars. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les activités de financement avaient nécessité des liquidités de 33,8 millions de dollars, en raison essentiellement d'une diminution de 14,0 millions de dollars de la dette bancaire et du versement de dividendes sur les actions ordinaires d'un montant total de 13,7 millions de dollars.

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 85,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2014. Les acquisitions d'entreprises ont donné lieu à un décaissement de 61,1 millions de dollars, tandis que les achats d'immobilisations corporelles ont nécessité un investissement de 24,2 millions de dollars. Lors de l'exercice 2013, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement avaient réduit les liquidités de 81,2 millions de dollars en raison des acquisitions d'entreprises (57,5 millions de dollars) et des achats d'immobilisations corporelles (26,2 millions de dollars).

OBLIGATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2014 :

	Valeurs comptables	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
(en millions de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	69,7	69,7	69,7	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme	444,6	484,5	19,1	69,2	391,2	5,0
Swaps de taux d'intérêt	0,7	4,8	2,2	2,6	—	—
Paievements minimaux en vertu d'obligations liées à des contrats de location simple	—	67,2	16,1	24,0	12,5	14,6
Ententes de non-concurrence	1,0	1,0	0,5	0,5	—	—
Total	516,0	627,2	107,6	96,3	403,7	19,6

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2014, le capital-actions de la Société était constitué de 68 949 064 actions ordinaires émises et en circulation (68 697 366 au 31 décembre 2013). Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 :

Exercice clos le 31 déc. 2014	Nombre d'actions (en milliers)
Solde au début de l'exercice	68 697
Régime d'options d'achat d'actions	222
Régimes d'achat d'actions des employés	30
Solde à la clôture de l'exercice	68 949

Au 12 mars 2015, le capital-actions de la Société était constitué de 68 949 064 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2014, le nombre d'options en circulation en vue d'acquiescer des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 328 706 (550 400 au 31 décembre 2013), dont 310 706 pouvaient être exercées (440 400 au 31 décembre 2013). Au 12 mars 2015, le nombre d'options en circulation était de 328 706, dont 310 706 d'entre elles pouvaient être exercées.

DIVIDENDES

Le conseil d'administration de Stella-Jones a approuvé les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2014 :

- 0,07 \$ par action ordinaire payable le 30 avril 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 avril 2014.
- 0,07 \$ par action ordinaire payable le 27 juin 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 juin 2014.
- 0,07 \$ par action ordinaire payable le 26 septembre 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 septembre 2014.
- 0,07 \$ par action ordinaire payable le 18 décembre 2014 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 décembre 2014.

Le 12 mars 2015, soit après la clôture de l'exercice, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,08 \$ par action ordinaire payable le 30 avril 2015 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 avril 2015.

La déclaration de dividendes futurs ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en tenant compte des clauses restrictives contenues dans les documents de prêt de la Société ainsi qu'en fonction de son rendement financier et de ses besoins en liquidités. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans l'avenir.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue finale de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

La Société a émis des garanties totalisant 29,3 millions de dollars (33,6 millions de dollars en 2013) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La direction de la Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc enregistré aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et les rejets d'effluents d'eaux usées. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Activités d'exploitation

Les principales catégories de produits de la Société, soit les traverses de chemin de fer et les poteaux destinés aux sociétés de services publics, font partie intégrante des infrastructures nord-américaines de transport et de services publics. Ces infrastructures doivent faire l'objet d'un entretien régulier, ce qui crée une demande relativement constante pour les principaux produits de Stella-Jones. En période de croissance économique, la Société peut également profiter d'un accroissement de la demande découlant de l'expansion des réseaux ferroviaires et de télécommunications.

Compte tenu des conditions actuelles du marché, la direction prévoit que la demande sera forte pour ses principaux produits en 2015. Dans le marché des traverses de chemin de fer, l'accroissement du volume de fret transporté sur les voies ferrées nord-américaines entraîne des investissements soutenus dans le réseau ferroviaire continental, alors que les exploitants cherchent continuellement à optimiser l'efficacité de leurs lignes. Dans le marché des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la direction croit que la demande de l'industrie est appelée à croître de manière plus marquée dans les prochaines années à venir du fait qu'un nombre croissant de poteaux installés approchent de la fin de leur vie utile normale et devront être remplacés. L'augmentation de la demande prévue de certains des plus importants clients de la Société du secteur des poteaux destinés aux sociétés de services publics soutient ce point de vue. La Société a investi dans l'accroissement de sa capacité de production dans le but de répondre à cette demande anticipée et prévoit augmenter davantage sa capacité en 2015.

Liquidité

Au 31 décembre 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et ses obligations contractuelles. Par ailleurs, au 31 décembre 2014, un montant de 64,3 millions de dollars était disponible en vertu de la facilité de crédit renouvelable engagée de 450,0 millions de dollars de la Société.

Les débiteurs de la Société ont augmenté en 2014 en raison de l'ajout des activités de Boatrigh, d'une hausse du niveau d'activité commerciale au quatrième trimestre de l'exercice 2014 par rapport au précédent exercice, de même que de l'incidence de la conversion de la devise locale sur les débiteurs libellés en dollars américains. La direction estime que tous les débiteurs inscrits

à son état de la situation financière sont entièrement recouvrables puisque ses principaux clients, essentiellement des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 et des fournisseurs de services publics de grande envergure, ont une bonne solvabilité et peu d'antécédents de défaut de paiement.

Les stocks ont augmenté au cours de l'exercice 2014 en raison principalement de l'ajout des stocks de Boatrigh et de l'incidence de la conversion de la devise locale sur les stocks détenus aux États-Unis. Afin d'assurer l'efficacité des activités de traitement, puisque le bois séché à l'air permet de réduire les cycles de traitement, la rotation des stocks a toujours été relativement lente. Néanmoins, la direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est rajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

RISQUES ET INCERTITUDES

Conjoncture économique

Les difficultés qu'éprouvent certains marchés mondiaux du crédit, le ralentissement des économies et l'incertitude qui règne parmi les clients pourraient avoir une incidence négative sur les marchés que dessert la Société dans l'ensemble de ses secteurs d'activités. En outre, certaines conditions économiques négatives pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés qu'elle dessert en même temps, ce qui réduirait la demande pour ses produits et aurait une incidence négative sur ses résultats d'exploitation. Ce contexte économique pourrait également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

Dépendance à l'égard de clients importants

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ces clients importants pourrait entraîner une chute importante de sa rentabilité. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, les dix plus importants clients de la Société ont représenté environ 42,1 % de ses ventes. Durant cette même période, les deux clients les plus importants de la Société ont représenté respectivement environ 9,8 % et 5,5 % de ses ventes totales.

Disponibilité et coût des matières premières

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois d'œuvre adéquat à la Société.

En outre, il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources d'approvisionnement de rechange dans l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant et en identifiant des fournisseurs de rechange à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits.

Risque lié à l'environnement

La Société est assujettie à divers lois et règlements en matière d'environnement, dont ceux portant sur les rejets dans l'air et dans l'eau, les émissions de substances dangereuses et toxiques et la remise en état de sites contaminés. Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers permis, inscriptions, licences et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer peut engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des divers lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés peuvent être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

La possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement constitue un autre facteur de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements.

Bien que, par le passé, la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée, en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires ou des communautés locales à l'égard de pratiques irresponsables en matière d'environnement pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois sur l'environnement pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées et que la Société ne soit pas tenue responsable.

Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit acquérir d'autres entreprises complémentaires lorsque ces transactions se justifient sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation, la rentabilité et la situation financière de la Société.

Risques de litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'anticiper ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

Couvertures d'assurance

La Société maintient une assurance sur les biens, une assurance risques divers, une assurance responsabilité civile générale et une assurance contre les accidents du travail, mais ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des franchises et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement. En outre, à l'occasion, divers types d'assurances pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

Risques de change

La Société s'expose aux risques de change en raison de ses exportations de biens fabriqués au Canada.

La Société s'efforce d'atténuer ces risques en achetant des biens et services en dollars américains. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars américains. Le recours à de telles opérations de couverture peut comporter des risques spéciaux, notamment le défaut possible de l'autre partie à l'opération et le manque de liquidité. Compte tenu de ces risques, il existe une possibilité que le recours à des opérations de couverture puisse entraîner des pertes supérieures à celles qui se seraient réalisées sans recours aux opérations de couverture.

Fluctuations des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2014, une portion d'environ 23,9 % de la dette à long terme de la Société était à taux variables, exposant ainsi la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêts sur sa dette à long terme. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. Les intérêts débiteurs sur la dette sont ajustés pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation, la rentabilité et la situation financière de la Société.

Risques de crédit des clients

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances clients. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances clients de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 ainsi qu'avec des sociétés de services publics et de télécommunications, et d'autres grandes entreprises, rien ne garantit que les débiteurs seront payés dans les délais voulus, si tant est qu'ils le soient.

Influence de Stella Jones International S.A.

Au 31 décembre 2014, Stella Jones International S.A. (« SJ International ») détenait ou contrôlait 26 572 836 actions ordinaires de la Société, ce qui représentait environ 38,5 % des actions ordinaires en circulation. Par conséquent, en raison de sa participation en actions, SJ International a la possibilité d'exercer une influence sur l'ensemble des questions soumises aux actionnaires à des fins d'approbation, y compris, sans limitation, l'élection et la destitution des administrateurs, la modification des statuts constitutifs et des règlements administratifs et l'approbation de tout regroupement d'entreprises. Il est possible que les intérêts de SJ International ne soient pas, dans tous les cas, alignés avec ceux des autres actionnaires.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société sont décrites à la Note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2014 et 2013.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et le Manuel CPA Canada Partie I.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, de même que sur les montants des produits et des charges déclarés au cours de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la dépréciation du goodwill et la dépréciation des actifs à long terme. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Ventes de billots non conformes

La Société assure de plus en plus son propre approvisionnement en poteaux et, de ce fait, les ventes de billots non conformes prennent une importance grandissante dans les activités consolidées. Par conséquent, la Société considère qu'il est plus représentatif de traiter les ventes de billots non conformes non plus comme un produit dérivé, mais comme un produit issu de ses activités de récolte de bois d'œuvre. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2014, les ventes de billots non conformes sont présentées comme revenus dans l'état consolidé du résultat net et ne sont plus portées en réduction du coût des ventes. Les données comparatives ont été retraitées en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice. Le montant de ventes de billots non conformes constaté en revenus pour la période de douze mois close le 31 décembre 2014 était de 31,6 millions de dollars (41,1 millions de dollars pour la période de douze mois close le 31 décembre 2013).

La Société a également adopté les normes nouvelles et modifiées qui suivent, ainsi que toutes les modifications subséquentes, le cas échéant, en date du 1^{er} janvier 2014. Ces changements ont été apportés conformément aux dispositions transitoires applicables.

IAS 32 - Instruments financiers : présentation

Les modifications apportées à IAS 32 clarifient certaines exigences en ce qui a trait à la compensation, dans l'état de la situation financière, des actifs et des passifs financiers.

Le modèle de compensation actuel en vertu d'IAS 32 stipule qu'un actif financier et un passif financier doivent être compensés seulement si une entité a un droit juridiquement exécutoire de les compenser et qu'elle a l'intention, soit de régler les actifs et les passifs sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Les modifications précisent que le droit de compensation doit être disponible immédiatement et juridiquement exécutoire pour toutes les contreparties dans le cours normal des affaires, ainsi qu'en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRIC 21 - Droits ou taxes

En mai 2013, l'IASB a publié IFRIC 21, *Droits ou taxes*, une interprétation d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui porte sur la comptabilisation de droits et de taxes imposés par les autorités publiques. IFRIC 21 fournit des indications sur le moment où une entité doit comptabiliser un passif au titre d'un droit ou d'une taxe imposé par le gouvernement. IFRIC 21 est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doit être appliquée de manière rétrospective. La Société a adopté cette nouvelle norme au 1^{er} janvier 2014 et ce changement n'a pas eu d'incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Incidence des nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, en plus d'exiger la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, ainsi que d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme entrera en vigueur pour la Société le 1^{er} janvier 2017 et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a modifié IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les trois phases, soit le classement et évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture, du projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions antérieures de IFRS 9 et entrera en vigueur pour la Société le 1^{er} janvier 2018 et son application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, la conception et l'efficacité des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2014, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (1992)* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que par le premier vice-président et chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2014.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Société n'a apporté aucun changement à la conception des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} octobre 2014 au 31 décembre 2014 ayant eu, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur les CIIF de la Société.

PERSPECTIVES

Parallèlement à la poursuite du raffermissement de l'économie nord-américaine, la direction s'attend à ce que la demande pour les principaux produits de la Société demeure vigoureuse en 2015. Dans le marché des traverses de chemin de fer, l'accroissement du volume de fret transporté sur les chemins de fer nord-américains donne lieu à des investissements soutenus dans le réseau ferroviaire continental, alors que les exploitants cherchent constamment à optimiser l'efficacité de leurs lignes ferroviaires. Dans le marché des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la direction croit que la demande de l'industrie est appelée à croître de manière plus marquée dans les prochaines années à venir du fait qu'un nombre croissant de poteaux installés approchent de la fin de leur vie utile normale et devront être remplacés. L'augmentation de la demande prévue de certains des plus importants clients de la Société du secteur des poteaux destinés aux sociétés de services publics soutient ce point de vue. La Société a investi dans l'accroissement de sa capacité dans le but de répondre à cette demande anticipée.

Stella-Jones anticipe que la baisse des cours du pétrole aura un impact légèrement favorable sur l'ensemble de ses activités, du fait que la réduction du coût de certaines matières premières devrait plus que compenser les retards possibles de certains projets nécessitant ses principaux produits.

Entre-temps, les conditions dans le marché des traverses de chemin de fer non traitées se sont stabilisées vers la fin de 2014 et la disponibilité des produits a retrouvé des niveaux plus adéquats. Par conséquent, la stabilité de l'approvisionnement dans les mois à venir constituera un important facteur de reconstitution des stocks. La Société estime toutefois que la solidité de son réseau d'approvisionnement et l'état actuel de ses stocks permettront à Stella-Jones de répondre à la demande à un coût optimal.

Stella-Jones est l'un des plus importants fournisseurs nord-américains de produits industriels en bois traité et, de ce fait, compte mettre à profit la force de son réseau continental afin d'obtenir une part plus importante du volume de sa clientèle actuelle dans les marchés des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en demeurant à l'affût d'occasions de marché. La Société poursuivra également ses efforts pour accroître la productivité de ses opérations dans l'ensemble de l'organisation.

À court terme, la Société continuera à se concentrer sur la génération de liquidités et à faire preuve de prudence dans l'utilisation de l'effet de levier. Les robustes flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation serviront à réduire la dette, à investir dans le fonds de roulement ainsi que dans les immobilisations corporelles et à maintenir une politique de dividende optimale au profit des actionnaires.

À long terme, la vision stratégique de la Société, axée sur l'expansion à l'échelle continentale, reste intacte. Grâce à sa situation financière solide, Stella-Jones pourra continuer à chercher des opportunités d'accroître encore davantage sa présence dans ses marchés de base. Ces occasions devront répondre à ses exigences rigoureuses en matière d'investissement, offrir des occasions de réaliser des synergies et créer de la valeur pour les actionnaires.

Le 12 mars 2015